

03 MARS 2020

Article 1 :

Conformément à l'article L 713-1 du Code l'éducation et en application de la délibération n° 2015-56 du 8 décembre 2015 du conseil d'administration de l'université, le département de Droit, Economie, Gestion est une composante de l'Université de la Polynésie française.

Article 2 :

Le département est administré par une assemblée générale et dirigé par un directeur élu par l'assemblée générale.

CHAPITRE I

L'assemblée générale du département

A. – Composition

Article 3 :

L'assemblée générale du département comprend :

- ✓ les enseignants-chercheurs et les enseignants titulaires rattachés au secteur de formation Droit, Economie et Gestion,
- ✓ les enseignants-chercheurs et les enseignants effectuant plus de la moitié de leur service d'enseignement dans le département et, éventuellement, selon l'objet, les attachés temporaires d'enseignement et de recherche (ATER) affectés au département, ainsi qu'éventuellement, selon l'objet, les contractuels effectuant plus de 96 h éq. TD, de toutes les disciplines composant le département
- ✓ 2 représentants des étudiants élus de la CFVU dans le domaine DEG,
- ✓ le cas échéant, les personnels ingénieurs, administratifs, techniques, ouvriers et de service affectés au département ou qui y effectuent plus de la moitié de leur temps de travail [avec ou sans voix délibérative],
- ✓ un membre de la direction de la scolarité ou toute autre personne, en tant que de besoin sans voix délibérative,
- ✓ le/la secrétaire du département, sans voix délibérative.

Le directeur dresse la liste des membres à chaque rentrée et la met à jour autant que de besoin.

B. – Fonctionnement

Article 4 :

L'assemblée générale du département se réunit au moins une fois par an à l'initiative du directeur du département. Le directeur de département peut organiser une réunion à la demande, assortie d'un ordre du jour, d'un tiers de ses membres ou du président de l'université.

Le directeur du département convoque les réunions de filière.

La présence ou la représentation de la moitié de ses membres (les procurations étant prises en compte) en exercice est exigée pour obtenir le quorum. En l'absence de quorum, une nouvelle convocation est adressée dans les deux jours en vue d'une réunion dans les meilleurs délais. Lors de cette nouvelle réunion, les votes sont valables quel que soit le nombre de présents.

Les assemblées générales ne peuvent pas être programmées pendant les périodes d'interruptions pédagogiques.

Nul ne peut être détenteur de plus de deux procurations.

Les décisions sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés. En cas de partage des voix, le directeur a voix prépondérante.

Les séances ne sont pas publiques.

Un compte-rendu de séance est établi dans les quinze jours par le directeur du département, assisté par le/la secrétaire du département, après avoir sollicité les observations des membres présents de l'assemblée générale. Il est adressé sans délai au président de l'université, aux membres du département et à la secrétaire des départements.

Sauf urgence, la convocation doit parvenir aux membres de l'assemblée générale 8 jours calendaires avant la date de réunion.

Article 5 :

L'assemblée générale peut se réunir en formation restreinte aux Enseignants-Chercheurs et Enseignants titulaires en fonction de l'ordre du jour sur convocation du directeur du département.

Article 6 :

L'assemblée générale en formation restreinte aux Enseignants-Chercheurs et Enseignants titulaires se prononce sur les demandes de création ou d'évolution de postes de PRAG/PRCE et, de contractuels, après avis des équipes pédagogiques concernées et recueilli par le REP.

Article 7 :

L'assemblée générale en formation restreinte aux Enseignants-Chercheurs titulaires se prononce sur les demandes de création ou d'évolution de postes de maître de conférences et de professeurs des universités, après avis des équipes pédagogiques concernées et recueilli par le REP.

C. – Attributions

Article 8 :

L'assemblée générale du département entretient avec le président de l'université un dialogue de gestion (art. L 713-1 Code de l'éducation) ; à cet effet, elle est associée :

- ✓ à la préparation et à la mise en œuvre du contrat pluriannuel d'établissement (art. 8 des statuts de l'UPF), y compris concernant l'adossement à la recherche ;
- ✓ à l'élaboration des objectifs du département et à la fixation des moyens qui lui sont alloués.

Elle approuve et fait évoluer son règlement intérieur.

Elle désigne son représentant au Conseil de la documentation.

L'assemblée générale émet un avis sur la liste des besoins en missions d'enseignement.

CHAPITRE II

L'exécutif du département

A. – Le directeur

Article 9 :

Le directeur du département est un enseignant-chercheur titulaire ou un enseignant titulaire du département. Son mandat est de 2 années, renouvelable deux fois.

Il est élu par les membres de l'assemblée générale du département au scrutin majoritaire à deux tours. Si aucun candidat n'obtient la majorité absolue au premier tour il est procédé à un second tour avec les deux candidats arrivés en tête. La présence ou la représentation (avec procuration) de 50% des membres en exercice, procurations incluses, est exigée pour la validité de l'élection.

Article 10 :

Les missions et responsabilités du directeur de département sont décrites dans le REH (délibération de la dernière la CFVU précédant l'année universitaire en cours).

Il rend compte de son action à l'assemblée générale du département.

Le directeur peut sur certains sujets non sensibles organiser un vote électronique par mail ou sur une plateforme dédiée. Ce vote est assorti d'un précédent vote pour déterminer le caractère sensible ou non du sujet. Les membres du département peuvent choisir de répondre de façon publique ou privée, le directeur de département collecte et communique les résultats du vote dans les 8 jours après la clôture du vote.

Article 11 :

Le directeur peut réunir un groupe de travail pour préparer les travaux de l'assemblée générale en fonction de l'ordre du jour.

Il peut bénéficier d'une décharge partielle de service visant à lui accorder le temps nécessaire à l'administration du département (délibération du dernier CA précédant l'année universitaire en cours).

Article 12 :

Les fonctions du directeur prennent fin à l'issue de son mandat. Elles prennent fin également par démission, départ à la retraite ou empêchement définitif dûment constaté.

B. – Le directeur-adjoint

Article 13 :

Le directeur propose à l'assemblée générale la désignation, à la majorité absolue des suffrages exprimés, d'un enseignant-chercheur titulaire ou d'un enseignant titulaire du département au poste de directeur-adjoint.

Article 14 :

Les missions et responsabilités du directeur-adjoint sont décrites dans le REH (délibération de la dernière CFVU précédant l'année universitaire en cours).

Les fonctions de directeur-adjoint prennent fin de droit à l'issue du mandat du directeur. Ses fonctions prennent également fin par démission, départ à la retraite ou empêchement définitif dûment constaté.

CHAPITRE III

Les responsabilités pédagogiques

Article 16 :

Les responsabilités pédagogiques inscrites au REH font l'objet d'une répartition annuelle, votée par l'assemblée générale en prévision de la rentrée universitaire suivante.

Article 17 :

L'attribution d'une responsabilité pédagogique ne peut être imposée contre la volonté de la personne concernée.

Article 18 :

Dans la mesure des capacités des équipes pédagogiques et des choix individuels, il est préférable d'éviter le cumul individuel de responsabilités pédagogiques.

Article 19 :

L'assemblée générale du département procède à la désignation des responsables qui sont associés à son bon fonctionnement :

- ✓ Le directeur des études (DE)
- ✓ Le responsable d'équipe pédagogique (REP)
- ✓ Les responsables pédagogiques (RP) des autres années de formation

Le directeur du département informe la Présidence de ces désignations.

Article 20 :

Les missions et responsabilités du directeur des études, du responsable d'équipe pédagogique et des responsables pédagogiques des autres années de formation, sont décrites dans le REH (délibération de la dernière CFVU précédant l'année universitaire en cours).

